

LETTRE D'INFORMATIONS COOPÉRATION MONDIALE
Août 2011

Dans cette édition

Le Troisième Comité Préparatoire du Traité sur le Commerce des Armes s'est tenu à New York

Nouveau résumé des politiques de l'UNICEF, *Panorama Infantile*

Économie Verte et Développement Durable de l'UNRISD : Retour à la Dimension Sociale

Les Objectifs de Développement du Millénaire, rapport 2011

Appels à documents - Conférence Mondiale conjointe 2012 sur le Travail Social et le Développement Social Action et Impact



La sculpture de gauche a été présentée le 30 septembre 1988 par le Gouvernement du Luxembourg. La sculpture d'un grand revolver avec un nœud dans son canon, accueille les visiteurs du Siège Central des Nations-Unies à New York. L'artiste suédois Carl Fredrik Reuterswård a baptisé le cadeau « Non-violence ».

Crédit Photographie :

© UN Photo/PSudhakaran

<http://www.sudhakaran.net/>

Il y a deux ans, le CIAS a élaboré un rapport sur la prolifération des armes de petit calibre. Nous sommes arrivés à la conclusion que la prolifération des armes de petit calibre représente un problème croissant pour les pays en développement et l'un des principaux enjeux auxquels le monde du 21^{ème} siècle est confronté. Chaque année, des milliers de personnes meurent de la violence infligée par les armes de petit calibre, qui causent également d'innombrables mutilations ou lésions permanentes. Outre les blessures mortelles et non mortelles causées par les armes de petit calibre, il existe des implications directes et dévastatrices, qui sont devenues un lourd fardeau pour la société d'Afrique subsaharienne. Les services sociaux clés, comme les soins de santé, supportent un fardeau supplémentaire de blessures traumatiques évitables causées par les armes de petit calibre. Les implications sur les systèmes sanitaires sont aggravées par les taux élevés de

maladie et les ressources inadaptées. La disponibilité généralisée des armes de petit calibre contribue à augmenter le taux et l'impact des crimes violents et augmente la possibilité de conflit armé. Si la question des armes de petit calibre n'est pas abordée, elle continuera d'avoir des conséquences sociales et humaines dévastatrices.

Les Nations-Unies ont fait quelques pas, bien qu'inadaptés, pour résoudre cette menace qui pèse sur l'humanité. L'approche prudente de quelques pays est inexcusable et timorée.

La troisième Rencontre du Comité Préparatoire des Nations-Unies sur la création d'un Traité du Commerce d'Armes (TCA) légal et liant les parties au niveau international, s'est tenue au Siège des Nations-Unies à New York, du 11 au 15 juillet 2011.

En l'absence de mise en place d'un accord engageant légalement les parties en matière de transfert d'armes de petit calibre et d'armes légères (SALW), la communauté internationale s'efforce de trouver une solution au problème causé par ces armes, car elles sont transportées aisément dans le monde et finissent souvent dans des régions en conflit. Tant que l'on ne parvient pas à une surveillance effective des transferts d'armes conventionnelles, les droits de l'homme internationaux continueront d'être bafoués dans certaines régions.

Aperçu Général du Comité Préparatoire

Le Président du processus de TCA, l'Ambassadeur Roberto Garcia Moritan (Argentine), a présenté aux États Membres un projet de document « ambitieux » qui incluait les armes de petit calibre et les armes légères, la technologie, les pièces et composants, les munitions, l'assistance aux victimes et la coopération internationale.

Quelques délégations ont fait pression pour avoir un traité robuste qui soit exhaustif et rigoureux et susceptible de faire la différence dans l'incidence de la violence armée, le développement, les droits de l'homme et la paix et la sécurité internationales.

D'autres délégations ont cherché un TCA qui pourrait être exécuté de manière plus autonome et qui spécifierait simplement que les transferts ne devraient avoir lieu qu'avec une autorisation officielle. Elles soutiennent que les questions comme l'intermédiation, le transbordement et la ré-exportation sont trop complexes pour que le TCA puisse les aborder.

Points de vue divergents de la société civile participant à la conférence

Les représentants de la société civile étaient présents lors des discussions. Leurs avis différaient toutefois considérablement de l'un à l'autre.

De nombreuses ONG, comme ControlArms, International Action Network on Small Arms (IANSA) [Réseau International d'Action sur les Armes de petit calibre] et Parliamentarians for Global Action [Parlementaires pour une Action Mondiale], ont exprimé clairement leur souhait que le TCA soit un système robuste, dans l'espoir d'endiguer le commerce illicite d'armes qui, d'après eux, alimente et entretient les conflits, dévaste les vies et entrave les efforts en matière de développement.

Par ailleurs, des ONG comme l'ONG américaine US National Rifle Association (NRA) [Association Nationale du Rifle] et le Forum Mondial sur l'Avenir des Activités de Tir Sportif, ont exprimé avec enthousiasme leur avis sur le droit de porter des armes, et dans le sens où le traité ne devrait pas inclure les armes à feu civiles et sportives. Ils ont également souligné les difficultés et l'impossibilité matérielle de marquer et tracer les munitions, en « prévenant » que toute tentative pour agir de la sorte rendrait impossible la ratification du TCA par le Sénat américain.

Inclusion du Genre au TCA

Pendant le troisième Comité Préparatoire, la question des Genres a été évoquée par de nombreux États Membres ainsi que par des ONG comme les Médecins Internationaux pour la Prévention de la

Guerre Nucléaire (IPPNW), IANSA et le Comité International de la Croix Rouge (CICR). Même ainsi, de nombreux participants étaient d'avis que les femmes et les genres sont largement ignorés dans le processus concernant le TCA. La plus grande réussite de la semaine concernant le genre en rapport avec le TCA, était la mention de la violence basée sur le genre en préambule du nouveau projet de document publié par le Président, lorsqu'il a déclaré :

« *Reconnaître* l'absence de standards internationaux internationalement reconnus pour le transfert d'armes conventionnelles et leur déviation sur le marché illicite sont des facteurs contribuant aux conflits armés, aux sérieuses violations des lois internationales en matière de droits de l'homme, **à la violence basée sur les genres**, au déplacement de personnes, au crime organisé transfrontalier, au terrorisme et au commerce illégal de narcotiques, nuisant ainsi à la paix, à la réconciliation, à la sécurité, à la stabilité et au développement durable social et économique... »

La société civile a attiré à plusieurs reprises l'attention sur le fait que les femmes ne sont pas seulement victimes de la violence armée, elles sont également des survivantes. Elles subissent l'effet de l'absence de contrôle sur un commerce de milliards de dollars et supportent le poids des conséquences émotionnelles et socio-économiques de la violence armée. Les femmes sont particulièrement menacées par certains crimes en raison de leur sexe – y compris la violence à la maison, dans les rues et sur les champs de bataille.

Toutefois, de nombreux États Membres, comme Trinidad & Tobago, le Mali, l'Espagne, le Nigeria, la Norvège et l'Australie, ainsi que les ONG internationales, soutiennent que les femmes sont une pièce clé de la solution. Elles peuvent par exemple contribuer à accroître la prise de conscience du traité ; agir activement en faveur de la création et de l'adoption de lois nationales, de règlements et de procédures administratives qui seront requises pour mettre en place les dispositions du traité ; chercher et solliciter l'assistance technique et financière auprès de la communauté internationale ; surveiller le respect des paramètres et des principes ; participer à la formulation de procédures de règlement des litiges et à la propre résolution effective des disputes irréconciliables. En outre, les femmes peuvent participer activement au désarmement, aux procédures de démobilisation et réintégration (DDR), et particulier s'agissant de la collecte d'armes. Elles soignent souvent les victimes de la violence armée et prennent des initiatives pour créer un environnement leur offrant davantage de protection. Elles pourraient également contribuer à appliquer les principes du traité en aidant à construire des communautés pacifistes, en intervenant en tant que médiatrices dans les conflits et en enseignant des aptitudes à résoudre les conflits de manière non violente à la famille et aux membres de la communauté.

Les femmes appellent les États Membres à :

- a) Adopter un CTA doté du plus haut niveau de normes liant les parties au niveau juridique, concernant le transfert international d'armes conventionnelles, couvrant tant les petites armes que les munitions ;
- b) Ne pas autoriser le transfert d'armes s'il existe un risque substantiel qu'elles soient utilisées pour perpétuer ou faciliter des niveaux élevés de violence basée sur les genres ;
- c) Ne pas autoriser le transfert d'armes à feu liées aux homicides ou aux blessures graves.

Regarder vers l'avenir : 2012

AU vu du langage provocateur présenté lors des deux derniers Documents de Travail du Comité Préparatoire, il est probable qu'un langage plus raffiné et consensuel sera adopté dans l'ébauche de texte du traité présenté à la Conférence 2012. La principale préoccupation concerne les règles de négociation, dans la mesure où la résolution communique de manière explicite que le produit final sera entrepris sur la « base du consensus », ce qui soulève la question de savoir si les négociations de la vaste majorité n'aboutiront à rien à cause des objections de quelques États, voire même d'un seul.

L'objectif consiste à réconcilier les différentes perspectives sur l'objectif principal du traité, et c'est ce qui orientera la manière de négocier le contenu du traité. Certains demandent un traité robuste, qui serait conçu pour prévenir le risque de violations du droit humanitaire international, des droits de l'homme ou du développement socio-économique. D'autres préféreraient plutôt voir le CTA

comme une manière d'éliminer les obstacles au processus de transfert d'armes et de réduire ainsi le risque que celles-ci tombent dans les mauvaises mains

Nouveau résumé des politiques de l'UNICEF, Panorama Infantile

L'UNICEF a publié un nouveau résumé des politiques, *Panorama Infantile*. http://www.unicef.org/socialpolicy/files/Child_Outlook_29_July_2011_1.pdf de 2.57MB, *Panorama Infantile* est conçu de manière à attirer l'attention sur les tendances mondiales majeures affectant les enfants. Des conquêtes plus rapides, plus approfondies et plus équitables pour les enfants exigeront une saine compréhension des facteurs mondiaux et de menaces qui jouent un rôle critique dans l'avancée économique et sociale au 21^{ème} siècle, ainsi qu'un souhait de soutenir les droits des enfants dans la réalité d'un monde en mutation rapide. Dans ce premier numéro, l'UNICEF a abordé les thèmes suivants : *Dirigeant : Le monde en mutation ; Économie Mondiale : Une reprise partielle et fragile ; Géopolitique : Après le Printemps Arabe ; Assistance au Développement : Le flux d'aides ; Matière premières : Aliments plus onéreux ; Finances Publiques : De la stimulation à l'austérité ; Économie : L'ascension des pays à revenus moyens ; Emploi : Comblant le fossé du travail des jeunes ; Environnement : Le changement climatique affecte plus durement les plus pauvres ; L'horizon de l'équité : Les cercles croissants de l'équité.*

Économie Verte et Développement Durable de l'UNRISD : Retour à la Dimension Sociale

Les inscriptions sont maintenant ouvertes pour la Conférence de l'UNRISD « Économie Verte et Développement Durable : Retour à la Dimension Sociale ». Cette conférence se tiendra à Genève les 10-11 octobre 2011, et vise à placer les dimensions centrales au centre des débats sur l'économie verte et le développement durable en ayant en vue Rio+20. Les inscriptions ont lieu en ligne uniquement et sont ouvertes du 1^{er} août au 1^{er} septembre 2011. Pour davantage d'informations et vous inscrire, veuillez consulter le site www.unrisd.org/events/greeneconomy

Les Objectifs de Développement du Millénaire, rapport 2011

Quelques-uns des pays les plus pauvres du monde ont réalisé des avancées impressionnantes dans la lutte contre la pauvreté. Mais les pays les moins développés ont encore pris du retard dans leurs efforts pour améliorer leur niveau de vie, ont déclaré aujourd'hui les Nations-Unies dans un rapport établi par son Département des Affaires Économiques et Sociales (UNDESA). Le rapport révèle une avancée globale significative pour atteindre les objectifs mondiaux contre la pauvreté extrême. Pour lire le Rapport ODM 2011 : http://www.un.org/millenniumgoals/11_MDG%20Report_EN.pdf 4.4MB 72pages

Appels à documents - Conférence Mondiale conjointe 2012 sur le Travail Social et le Développement Social : Action et Impact

En juillet 2012, Stockholm accueillera la seconde conférence mondiale conjointe de l'Association Internationale des Écoles de Travail Social, du CIAS et de la Fédération Internationale des Travailleurs Sociaux.

C'est la suite de l'incroyable succès remporté par la première conférence conjointe, où 2 500 personnes provenant de 100 pays se sont réunies à Hong Kong en 2010.

Les organisateurs ont déjà lancé un premier appel à résumé. **Date limite – 30 novembre 2011.**

La conférence se tiendra à Stockholm, Suède, du 8 au 12 juillet 2012. La conférence sera le point de confluence des décideurs politiques, travailleurs sociaux, universitaires et étudiants, pour échanger sur leurs expériences et le développement dans la pratique du travail social, la recherche sociale et l'éducation visant à développer un système de bien-être durable pour l'avenir.

Vous pouvez visiter le site web de la conférence pour obtenir des informations sur la conférence et sur l'appel à résumés. Les informations sont disponibles en Anglais, Français, Espagnol et Suédois : www.swsd-stockholm-2012.org

Pour les questions concernant les inscriptions, la réservation d'hôtel, les événements sociaux, le traitement des documents, la gestion des expositions et les informations générales, veuillez contacter Congrex au socialwork2012@congrex.com

Quant au programme Scientifique, nous vous invitons à contacter le Secrétariat de la Conférence qui a ré-ouvert le 15 août. L'administrateur de la conférence est Jöran Lindeberg jlindeberg@icsw.org

Vous pouvez également visiter la conférence sur Facebook : *Stockholm 2012 – Travail Social Développement Social*

Le contenu de cette Lettre d'informations Mondiale peut être librement reproduit ou cité, sous réserve que la source en soit mentionnée. Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement la politique du CIAS.

Rédacteur de la Lettre d'Information : Denys Correll, Directeur Exécutif
CIAS, Plot 4, Berkeley Lane
Off Lugard Avenue,
Entebbe, Ouganda
Tél. : +256 414 32 11 50
Site web www.icsw.org E-mail : icsw@icsw.org

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette lettre d'informations, merci de cliquer '[ici](#)' en nous communiquant votre nom et adresse mail.